

LA REVUE DE PRESSE

Bernard PUDAL, professeur de sciences politiques et chercheur associé au Centre de Sociologie Urbaine s'est livré, pour notre revue, à une lecture commentée d'un écrit journalistique... Mais cet acte de lecture est aussi pour lui, sous une forme anecdotique, l'occasion d'exposer la problématique d'une de ses recherches actuelles sur "la politique des lettres" entre 1981 et 1992, sur ce qui était "*partiellement, mais centralement en jeu dans les usages politiques de la symbolique lettrée*".

Je me propose aujourd'hui de présenter quelques éléments de problématique d'une recherche en cours, provisoirement intitulée *La politique des lettres de 1981 à 1992*. Afin de ne pas en rester à l'exposé d'hypothèses de recherche nécessairement théoriques, j'étudierai un document précis, un article tiré d'un quotidien régional, dont l'analyse devrait me permettre d'illustrer mon propos.

Par "politique des lettres", je me donne pour objet différentes facettes d'un travail politique de légitimation qui s'organise autour de la symbolique des Lettres, soit sous la forme minima de l'injonction socialement faite aux "lettrés", sous peine de marginalisation, d'entrer dans le monde de la lecture, soit sous la forme maxima, celle des luttes pour "le bon usage et le respect", de la "langue française, soit sous des formes plus directement en prise avec les "débats d'idées" (le "niveau" monte-t-il ou descend-il ? ; la "pensée", est-elle défaite ? ; "la lecture est-elle en péril ?" etc.), soit enfin sous des formes plus indirectes mais politiquement significatives, par exemple le recours à la forme de la "Lettre" par François MITERRAND pendant la campagne des élections présidentielles de 1988¹.

Comme le rappellent avec force Claude GRIGNON et Jean-Claude PASSERON, "*On peut dire que dans la lutte symbolique, les dominés ont perdu d'avance, mais que les dominants n'ont jamais partie gagnée, puisque pour gagner il faudrait gagner complètement. On trouve de petits signes - ajoutent-ils - de la nécessité inhérente à toute légitimité de se faire universellement reconnaître comme telle aussi bien dans l'irritation des humeurs de droite à la moindre manifestation du mauvais goût congénital des classes populaires que dans le prosélytisme des politiques culturelles de gauche acharnées à convertir les masses à l'art savant*"².

La politique des lettres (comme politique de la langue et comme politique des Belles Lettres) est un aspect essentiel et classique, de la domination politique. Mais c'est dans la conjoncture bien particulière des années 1981-1992, conjoncture de dépression économique, d'exercice du pouvoir politique par le Parti socialiste, de renversement du cycle "Action publique-bonheur privé", que la politique des lettres est (re)devenue un enjeu symbolique stratégique des luttes politiques et sociales. Lorsqu'on se donne de tels objets, ce qui est en question c'est l'analyse de ce qu'on pourrait appeler la "manipulation", symbolique des écarts culturels. Le mot manipulation ne doit pas inciter à interpréter les phénomènes en question comme résultant de calculs cyniques. Au contraire, il n'y a sans doute de "bonne" manipulation que dans l'inconscience des pulsions qui commandent les "manipulations", ici comprises comme un ensemble de bricolages des écarts culturels. Afin de donner à comprendre ce que je désigne ainsi, il m'a semblé plus utile de commencer à faire fonctionner ma problématique sur un exemple précis que j'utiliserai donc allégoriquement.

¹ Cf. LEHINGUE (Patrick), PUDAL (Bernard), *Retour(s) à l'expéditeur* (éléments d'analyse pour la déconstruction d'un coup ; la "M+Lettre à tous les Français" de François MITERRAND, dans *La communication politique*, PUF. 1991.

² GRIGNON (Cl.), PASSERON (J.-C.), *Le savant et le populaire*, 1989, p. 62-63

Être de la revue

Soit un article d'un quotidien régional, en l'occurrence *L'Union de la Marne* (1987). Soit un titre d'article qui nous engage sur une voie attendue : **Thierry Leroy, 18 ans, se passionne pour l'histoire. LES REVUES DU SIÈCLE DERNIER : UNE MINE D'OR !** Puis un sous-titre mode d'emploi de l'article : *"Thierry Leroy, 18 ans, enferme dans des cartons un siècle d'histoire : politique, mode, histoires pour enfants et pour soldats, lutte syndicale, des revues datant du XIX^e, qui constituent une mine d'or pour cet historien amateur"*. L'article commence par un incipit qui fait signe aux représentations passées des journaux vendus à la criée : *"Demandez le "Petit Parisien", le "Figaro littéraire", le "Journal illustré", le "Journal de la beauté" ou un autre titre disparu de nos jours, Thierry Leroy vous le montrera après avoir sorti avec précautions d'un carton la collection que vous lui demandez"*.

L'incipit est ambigu dans la mesure où il met en scène notre héros dans un second rôle, celui d'un "petit" métier, le vendeur à la criée. On en comprend bientôt la raison. Suit en effet une présentation de notre "passionné d'histoire" : *"C'est que ce jeune de 18 ans, qui va préparer un baccalauréat professionnel en maintenance des réseaux bureautiques ou télématiques à l'Institut Colberg à Tourcoing, est entré récemment en possession d'une quantité considérable de journaux, magazines et revues datant, pour les plus anciens, de 1878 comme "Le Moniteur de la Mode, journal du Grand Monde" du 5 octobre 1878"*.

Le doute commence à s'insinuer pour qui, évidemment, est prédisposé à douter. L'article se poursuit par une revue de presse, celle qu'annonçait le sous-titre. On se dispensera de l'analyser ici bien qu'elle constitue l'essentiel de l'article. (Cf. l'encadré).

Vers la fin de l'article, les acteurs réels de cette histoire de papier font leur réapparition : *"Tout laisse à croire que l'ancien propriétaire de cette collection variée avait une prédilection pour les belles robes." ; plus loin, "Quelques titres annonçant les grands mouvements de revendication ouvrière et plus tard, les victoires syndicales attestent levait que M... ou Mme X..., qui a cédé sa collection à Thierry, n'était pas sans connaître les préoccupations matérielles de ceux et celles pour qui robes de soirée, soins de beauté et parfums resteraient toujours des feuilles de papier noircies dans un journal qu'ils connaissaient à peine ou pas du tout". L'article s'achève par une morale : "L'avenir d'abord... le passé ensuite. Pour le moment, Thierry Leroy doit penser à sa situation future qui ne lui viendra pas de ces cartons remplis de journaux et de revues qui, certes ne manquent pas d'intérêt. Mais plus tard, la passion peut se développer pour tel ou tel sujet. Thierry pourra essayer de compléter telle collection, d'échanger telle revue, bref c'est là un capital qui ne perdra pas de valeur au cours des années, à condition d'en prendre soin. Ce que notre jeune archiviste semble déjà faire avec méthode" (Fin).*

La première morale de cette histoire pourrait être : passer en revue n'empêche nullement qu'on soit de la revue...

Trois acteurs et une intrigue

Il y a trois acteurs dans ce récit : le collectionneur réel, le collectionneur putatif et le journaliste. Le journaliste est doublement présent, à la fois comme auteur et comme objet d'analyse puisque l'article décrit et commente ce produit culturel particulier qu'est la presse.

Le collectionneur réel est une énigme. Qui est-ce ? Nous ne le saurons jamais.

Le collectionneur putatif subit dans le cours du récit un déclassement social : il commence comme historien, devient ensuite historien amateur pour finir enfin comme archiviste. L'archiviste est un magasinier anobli par la nature du produit qu'il conserve, range et classe.

On peut remarquer l'homologie entre ce déclassement dénié et celui que notre "héros" subit dans l'appareil scolaire. Le baccalauréat professionnel, créé par le décret du 27.11.1985, est le type même de baccalauréat qui fait l'objet d'une manipulation de signification. La bureautique est définie au J.O. du 17.01.82 comme *"l'ensemble des techniques et des moyens tendant à automatiser les activités de bureau relatives principalement au traitement et à la communication de la parole, de l'écrit et de l'image"*.

Le bachelier en maintenance professionnel est un employé de bureau anobli par les techniques informatiques qu'il met en œuvre pour effectuer son travail. On ne voit pas dans l'article que ces compétences aient été spécialement mises en œuvre par notre "collectionneur". Thierry Leroy appartient selon toute vraisemblance à ces cohortes de jeunes qui, entrés dans le réseau secondaire supérieur, subissent un échec scolaire que le brouillage des hiérarchies culturelles vient fictivement, mais non sans effet, à la fois masquer et sanctionner.

Le journaliste offre donc une variante, ajustée à l'intrigue spécifique de son récit, de ce type de déclassement dénié. Alors même qu'il procède à cette "manipulation" de sens, le journaliste se donne les gants de dénoncer au passage, dans son analyse de la presse passée, le pouvoir journalistique de manipulation de l'information : *"en période de crise surtout, la presse écrite est un instrument précieux pour influencer, voire manipuler à distance le lecteur"*. Là encore, on est dans la dénégation. J'y reviendrai.

Le récit est donc construit sur une imposition d'identité.

Parce que le légitime propriétaire de ce capital culturel objectivé que constitue ce stock de journaux ne dispose pas du capital culturel incorporé qui lui permettrait de se l'approprier culturellement, il ne détient que la propriété utile de son capital. Comme au Moyen-Âge, le seigneur (ici le journaliste) continue d'en avoir la propriété éminente.

Le récit oscille entre deux morts : un mort mort et un mort vivant. La collection est probablement un legs après décès... Quant à la mort sociale du vivant, on en a un indicateur dans le texte : le mutisme du héros. Contrairement aux règles du journalisme localier (d'après lesquelles on doit donner la parole aux héros du jour), le journaliste ici l'abandonne à son mutisme.

On demande au héros de reconnaître la valeur du capital culturel sans avoir à en connaître. On aura reconnu au passage l'une des formes du pouvoir symbolique.

Entre ces deux morts vit l'Écrit journalistique. Représenté comme un trésor, classé, commenté, analysé et protégé, l'Écrit journalistique est au cœur d'une mise en scène dont le journaliste tient le rôle principal. Connaisseur critique de l'histoire du journalisme, contempteur des dérives propagandistes d'un journalisme qui déroge à la déontologie professionnelle prescripteur de normes puisque l'article s'achève sur un conseil pédagogique directement adressé à celui à qui est confié ce dépôt précieux, le journaliste est omniprésent.

Respect formel et subversion des règles du genre

Le journaliste localier se doit de parler nommément des lecteurs. En assurant le suivi de la vie associative ou en épinglant les mille et une curiosités aussi bien des gens que des lieux, il doit verser, comme dirait Raymond QUENEAU, dans la "factidiversialité" locale. L'intérêt de cet article, c'est que cette contrainte formelle inhérente à la nature de cette entreprise de presse, liée à l'horizon d'attente des lecteurs, est à la fois respectée et subvertie. Mais, le "petit peuple", dont le quotidien régional se fait habituellement l'échotier, est ici réduit au rôle de faire-valoir d'un fait-divers culturel par endossement d'une identité fictive. Celui qui tient la plume ne lui laisse que deux identités possibles, sur lesquelles est construite la dynamique du récit. Ou, par miracle, il est un comparse du jeu lettré et il participe alors comme

"amoureux" de la chose écrite à la patrimonialisation du produit lettré.
Ou il est ravalé au rang de magasinier aphasique.

Première digression

Les figures populaires de comparse des jeux lettrés sont multiples mais on connaît les deux principaux idéaux-types qui en constituent généralement l'armature, celle du populaire "folklorisé", et celle du populaire "médusé".

D'un côté le musée populaire (le Musée des Arts et Traditions Populaires) ou ouvrier (l'écomusée), quand l'ouvrier est fait "produit culturel" à destination des lettrés. De l'autre, l'autodidacte déférent dont on trouve le portrait féroce dans *La Nausée* de Jean-Paul SARTRE par exemple. Ces figures légitimes, mais situées au bas des hiérarchies culturelles, c'est-à-dire non exemptes de mépris plus ou moins directs ou de cette forme de mépris qu'est la commisération, il n'est pas inutile de s'y arrêter un instant pour voir de quel geste symbolique elles sont le produit.

La dignification du populaire a une longue histoire derrière elle. L'un de ces temps forts se situe sous la Révolution Française.

Michel de CERTEAU, en reconstituant l'histoire du rapport GRÉGOIRE (1794), avait analysé ce geste symbolique qui, dans le cadre d'une prise de position politique (l'éradication des patois au profit de "la" langue française), imposait une représentation de soi aux patoisants qui ne leur laissait d'autre choix que de se penser par rapport à l'identité culturelle nouvelle imposée, tout en pensant leur passé comme dépassé, méritant néanmoins d'être "muséifié", "recueilli", "sauvegardé", comme élément de la culture nationale.

La lutte pour anéantir les patois était associée non seulement à une folklorisation savante mais aussi au pouvoir dont le livre et l'écrit en langue française étaient investis : *"Le pouvoir accordé au livre ne tient pas d'abord à ce qui est raconté par le texte, même si ce contenu vise les points stratégiques de la superstition, en substituant une météorologie à l'astrologie, ou une physique élémentaire aux préjugés sur la configuration de la terre, et en casant ainsi un savoir dans les vides les plus importants du non-savoir populaire. L'action du livre repose sur trois formes de pouvoir investies dans le produit écrit : d'une part, une autorité ou, comme le dit GRÉGOIRE, une "magistrature d'opinion" attachée au lettré, c'est-à-dire un pouvoir de faire croire dont le savoir est doté par le fait de "montrer le bien" et donc de se faire aimer ; d'autre part, le pouvoir qu'ont les mots écrits d'établir des contrats stables avec les choses qu'ils désignent et les citoyens, et donc de fonder l'équivalent social d'une terre ; enfin, et peut-être surtout, le pouvoir qu'a une société de se créer d'être le principe de sa genèse, en affirmant sous la forme de l'écrit, le droit d'une Raison sur le donné de l'histoire"*³. Ainsi, même s'il convient de ne pas sous estimer la dimension potentiellement progressiste des nouveaux savoirs, savoirs promus au rang de savoirs de référence, ces savoirs sont pris dans des configurations de sens qui sont aussi des rapports de force entre groupes sociaux.

De ce moment particulier d'une politique de la langue, je retiendrai aussi de l'analyse qu'en a faite Pierre BOURDIEU dans *Ce que parler veut dire*, l'accent mis sur les intérêts que pouvaient trouver des intermédiaires à l'unification linguistique : *"Les membres de ces bourgeoisies locales (qui sont les correspondants de l'abbé GRÉGOIRE) de curés, médecins ou professeurs, qui doivent leur position à leur maîtrise des instruments d'expression, ont tout à gagner à la politique d'unification linguistique de la*

³ De CERTEAU (Michel), JULIA (Dominique), REVEL Jacques, *Une politique de la langue*, Gallimard, 1875, p.165

Révolution : la promotion de la langue officielle au statut de langue nationale leur donne le monopole refait de la politique et, plus généralement de la communication avec le pouvoir central et ses représentants qui définira, sous toutes les républiques, les notables locaux" ⁴.

La manipulation symbolique des écarts et des différences culturelles, sous la Révolution Française, et dans sa phase jacobine, s'inscrit dans un agencement qui associe dans une même opération le pouvoir politique central confronté à l'érosion de ses soutiens, des groupes sociaux intermédiaires dont les membres, du fait de leurs ressources vont acquérir le quasi monopole de la politique, la folklorisation savante ensuite et enfin la disqualification culturelle des "patoisants" qui est la condition de fonctionnement de ce mécanisme.

Deuxième digression

Thierry Leroy ne s'inscrit pas dans cet idéal-type. Le véritable collectionneur, peut-être. On n'en sait rien. Le capital culturel qu'il s'agit de préserver n'est pas "populaire", C'est directement une forme particulière de culture légitime qu'il s'agit de sauvegarder. Il n'est même pas nécessaire de faire le détour par la folklorisation dans ce cas précis. Dans la relation dont il impose le sens, le journaliste devient, non plus le scribe qui enregistre des pratiques culturelles "populaires" mais un prescripteur d'identités, qui ne laisse plus de place à cet entre-deux ambivalent et ambigu, le populaire "lettré". Le seul rôle qui est dévolu à notre héros est celui d'admirateur et de gardien du dépôt précieux. Thierry Leroy n'est même pas un autodidacte, ni ancien style, ni nouveau style ⁵.

Le journaliste bénéficie de la mort du mort (vraisemblablement un autodidacte, lui) dont la manie collectionniste aurait dérangé le l'apport spéculaire journaliste-journalisme qui seul importe. Il bénéficie du brouillage des hiérarchies scolaires pour imputer fictivement à son "sujet" une identité dont il importe peu qu'il puisse ou non l'habiter mais dont Thierry Leroy ne peut se départir sous peine de s'avouer illettré.

Pourquoi le journaliste effectue-t-il ce bricolage identitaire ? Il est inutile de rappeler que le niveau de formation des journalistes s'est nettement élevé depuis quelques décennies. Auparavant, le localier devait à sa connaissance intime du milieu (dont il était parfois issu) sa connaissance "indigène" des êtres et des choses.

Beaucoup d'autodidactes accédaient à ces postes.

Aujourd'hui, les voies d'accès aux positions journalistiques se sont considérablement professionnalisées.

Il n'est pas invraisemblable de penser que notre journaliste issu d'une école de journalisme, a été contraint de monter ce récit en respectant formellement les règles du journalisme localier parce qu'il tenait à parler de son métier. Ça l'intéressait. Manque de chance, le collectionneur, le vrai, est mort. La vérité est sordide. Un jeune homme qui n'en a que faire possède la collection. On en fait d'abord un passionné d'histoire mais, un minimum de respect des faits oblige à le déclasser dans le récit. Pourquoi ce récit là, et pas un autre ? Pourquoi cette intrigue-là et pas une autre ? Le journaliste adapte tout simplement à son récit les "emplois" qui sont dans **l'air du temps** : l'érudit local (historien amateur), ou autodidacte collectionneur. Puis "l'archiviste" par décalque plus ou moins conscient avec les manipulations sociales des titres. Mais ces costumes d'emprunt ne tiennent pas. Ou plus exactement, ils contraignent l'auteur principal à mimer le rôle (une photographie et pas d'interview).

Le journaliste lettré (qui appartient aux classes intermédiaires salariées) s'arroge le monopole de la parole par le jeu d'identités culturelles octroyées. Il n'y a d'autre définition de soi possible pour Thierry Leroy que par rapport à la légitimité culturelle. Ou comparse lettré (autodidacte), ou magasinier illettré, condamné au

⁴ BOURDIEU (Pierre), *Ce que parler veut dire*, Fayard, 1982, p.30

⁵ sur la question de l'autodidaxie, de ses formes contemporaines "brouillées", Cf. Claude F. POLIAK, *La vocation d'autodidacte*, L'Harmattan, 1992

mutisme. Le bricolage discursif auquel s'est adonné notre journaliste emprunte à l'air du temps ses ressorts dramatiques. Mais cet "air du temps" lui-même est évidemment une notion qui désigne un problème plus qu'un concept aisément opératoire.

L'humeur du temps

On peut partir du constat très général que la période que nous connaissons depuis 1968 se divise globalement en deux sous-périodes qui commencent à apparaître aujourd'hui assez visiblement selon deux figures qui semblent supposer trait pour trait. Grosso modo, et à titre de points de repère, on est passé d'une humeur du temps "anti-institutionnelle" à une humeur du temps que l'on pourrait provisoirement qualifier de "spiritualiste".

Le mouvement de balancier est à la fois spécifique aux différents espaces sociaux mais il transcende les logiques propres de chaque champ. D'où des décalages, des déphasages en fonction des temporalités propres à chacun d'eux.

Quelques exemples suffiront sans doute pour illustrer ce mouvement. Au plan des catégories de représentation du monde social : on est passé de catégories de représentation des classes populaires centrées sur l'unité du groupe ouvrier (unité dont l'ancienne nomenclature de l'INSEE porte la trace ou unité mythologique, celle du "mouvement ouvrier" etc. .) à des catégories de représentation qui émiettent le groupe social en autant de populations ciblées qui sont autant de marchés potentiels ou réels pour les professions intermédiaires salariées : nouveaux pauvres, illettrés, immigrés, délinquants, handicapés etc.. Ces transformations dans l'ordre des catégories de représentation du monde social sont indissociables d'un ensemble de transformations idéologiques et épistémologique qui affectent tous les secteurs de la production intellectuelle et les institutions qui leur sont liées.

Dans le champ de production culturelle, par exemple, c'est certainement la revue culturelle *Le Débat* (1980) qu'il faudrait placer au centre de l'analyse et en position centrale aussi. Comme son titre l'indique implicitement, il s'agit d'organiser le débat, c'est-à-dire de borner et d'accompagner le mouvement de balancier.

Du point de vue des rapports de force internes au champ politique, le mouvement de balancier s'est produit dans une certaine mesure en sens inverse : de la droite vers la gauche. Ce que l'on a appelé la "culture du gouvernement" désigne ainsi ce travail d'accommodation des légitimités politiques aux transformations de l'humeur du temps, le métier politique reposant pour une part essentielle sur l'art d'associer les mesures prises aux rapports de force qu'exprime l'humeur du temps. Dans cette configuration, les différents gouvernements socialistes ont suivi une ligne de pente (dont il ne m'appartient pas ici de savoir si on aurait pu ou pas y résister) dont les étapes symbolisées par les différents premiers ministres (MAUROY, FABIUS, CHIRAC, ROCARD, CRESSON, BEREGOVOY) représentent autant d'adaptations (plus ou moins réussies).

Mon hypothèse de travail, pour la formuler très schématiquement, c'est donc que confrontés à l'érosion progressive de leurs soutiens, les élites socialistes (probablement dans l'ensemble des positions de pouvoirs qu'elles ont occupées) ont dû procéder à un travail politique de légitimation, au coup par coup, sans savoir où elles allaient, afin d'adapter en le réinterprétant le sens doctrinal et symbolique sur lequel elles avaient fonctionné pour accéder au pouvoir.

C'est dans cette dynamique d'ensemble où il s'agissait d'ajuster le travail de légitimation à l'érosion des ressources (mais en même temps à la nécessité de conforter ses soutiens) et aux déplacements des rapports de force idéologiques que la symbolique lettrée a été réinvestie. (Ce travail de légitimation a emprunté

aussi d'autres canaux : réhabilitation de l'État de droit, réinvestissement de la thématique des droits de l'homme, mise en place de comités d'experts divers : comités de sages, etc.)

Ce travail social et politique de manipulation des écarts culturels comme vecteur du travail politique de légitimation, qu'il s'est évidemment fait plus "spontanément" que cyniquement, n'est pas nouveau. On peut penser qu'il a été emprunté.

a – parce qu'il était congruent avec les principales ressources des groupes-soutiens du régime : enseignants, fonction publique etc.

b – parce qu'il allait dans le sens des investissements faits par ces groupes dans le cadre des effets de cycle mis en évidence par A.O. HIRSCHMAN dans *Bonheur privé, action publique*⁶ (Je fais allusion ici à tous ces investissements privés sur les marchés culturels qui au principe de leur développement assez considérable).

c – parce qu'il allait dans le sens des reclassements sociaux effectués par de nombreux agents de ces groupes. (Dans la Formation Professionnelle Continue, dans la vie associative etc.)

d – parce qu'il permettait une élaboration (au sens du travail du rêve) déniée du travail de deuil idéologique auquel il fallut procéder tout en offrant dans nombre de cas des formes substitutives d'investissement militant.

Dans tous ces cas de figure ("la découverte" de l'illettrisme, les campagnes pour "sauver la lecture", la question de la réforme de l'orthographe, la communication politique, la "lettre à tous les Français" de François MITERRAND en 1998, l'affaire de la Bibliothèque de France), un même mécanisme générique fonctionne.

Il s'agit donc de mises en scène d'écarts culturels qui, pour l'essentiel, préexistaient avant leur représentation et qui, dans un contexte de dévaluation accélérée des certifications scolaires remplissent une quadruple fonction : elles instituent une définition de l'autre au regard des seules définitions légitimes de la culture ; elles réévaluent subjectivement ceux qui sont dotés de titres scolaires en accroissant fictivement les écarts ; elles permettent ainsi de créer de nouveaux "besoins" de "comblement des écarts" qui ouvrent des marchés à ceux que la dévaluation des titres condamnait, dans l'ancienne division du travail, à réaliser (au double sens du terme) la valeur dévaluée de leur capital scolaire.

Mais, dans chaque "politique" où la symbolique lettrée était ainsi mise en action, des configurations propres (rapports de force, nature de la politique en question, capacités de mobilisation et de contre mobilisation, conjoncture politique, etc.) sont évidemment à considérer.

Conclusion

L'article de *l'Union de la Marne*, dans cette perspective est un exemple parmi mille autres d'un usage professionnel de l'humeur du temps. On peut se demander s'il n'exprime pas la fermeture aristocratique d'un individu appartenant à la "petite bourgeoisie intellectuelle", le journaliste, qui travaille son poste de journaliste au prix d'un "tripotage" des écarts culturels. En fait, tout se joue dans la subversion des contraintes journalistiques qui le condamnent habituellement à parler de l'autre : là, il peut en faire

⁶ HIRSCHMAN (Albert), *Bonheur privé, action publique*, Fayard, 1983. (dans cet ouvrage, Albert HIRSCHMAN suggère quelques hypothèses afin d'analyser l'alternance récurrente que l'on constate entre les phases de mobilisation collective et les phases de repli sur les "paisibles valeurs" du bonheur privé ...)

l'économie au prix de quelques retouches, Ce qui m'intéresse dans cet article, c'est la dynamique des relations entre les trois acteurs : le mort mort, le "mort vivant et le "sur"-vivant. J'y vois une allégorie des relations entre trois acteurs collectifs, la "classe ouvrière", les illettrés et les "lettrés". La classe ouvrière est "morte". (Il s'agit bien entendu de la catégorie de représentation...). Les illettrés ont été inventés dans les années 1975-1980. Les professions intermédiaires salariées (reconnues comme CSP à part entière dans la nouvelle nomenclature de l'INSEE à partir de 1982) s'auto définissent aujourd'hui de plus en plus par leur rôle d'intermédiaires entre le haut et le bas, **du haut vers le bas**, alors que dans les années 70, nombreux étaient ceux qui avaient cherché une définition de soi comme porte-parole **du bas vers le haut**.

Ce changement de polarité s'est opéré par déplacement et dans la dénégation dans la mesure où il implique une redéfinition sociale de l'autre. C'est cette histoire censurée qui m'intéresse et qui est partiellement, mais centralement, en jeu dans les usages politiques de la symbolique lettrée. C'est cette histoire censurée qui est au principe des identités culturelles socialement construites dans le répertoire desquelles le journaliste lettré a spontanément puisé pour monter une intrigue ajustée aux différentes contraintes de sa situation.

Bernard PUDAL